

De: Alain Goléa <alain.golea@orange.fr>
Envoyé: mercredi 27 juin 2018 09:54
À: Julie CAPIALI; Anne THIABAUD
Objet: Re: mail pour Mme Martini au sujet du permis d'aménager de la Treille

avec mon adresse postale

Le 27/06/2018 à 09:51, Alain Goléa a écrit :

A l'attention de Mme Evelyne Martini
Hôtel de ville de Peynier
9, cours Albéric Laurent
13790 - Peynier

Madame la Commissaire Enquêteur,

En réponse à l'enquête publique concernant le permis d'aménager de la Treille, je souhaite formuler les observations suivantes :

Sur la tenue de l'enquête publique :

Le dossier de l'enquête publique n'a été mis en ligne que le premier jour de l'enquête (24 mai)

Le mémoire en réponse de la mairie à la MRAE n'a été accessible que depuis le 15 juin.

Aucune réunion d'information publique n'a été organisée. Dans ces conditions, il ne faut hélas pas s'étonner de la très faible participation des citoyens à l'enquête publique et encore moins en tirer la conclusion que les personnes qui ne se sont pas déplacées sont favorables au projet. Si l'on voulait vraiment consulter les citoyens, l'on aurait recours au référendum local prévu par les articles LO1112-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

-concernant l'emplacement du futur projet :

Les 15 hectares constituant la zone à aménager de la Treille-La Cornereille se situent à 2km du centre du village, sans accès direct ;

Ce projet représente manifestement une rupture de la continuité avec le noyau villageois en contradiction avec la loi sur la densification à partir de l'existant et du village et va à l'encontre de l'avis défavorable émis par le préfet en 2016.

Il n'est ni judicieux, ni opportun d'implanter des maisons de retraite à l'écart du centre du village. Quid du vivre-ensemble inter-générationnel?

Pourquoi isoler les logements sociaux en les rejetant en grande périphérie ? Ce projet d'urbanisation serait par ailleurs réalisé en bordure de zone industrielle !

Cette urbanisation entraînerait évidemment une augmentation importante de la circulation au sujet de laquelle aucune étude d'impact n'a été réalisée. Les 15 hectares de terre agricole concernés par ce projet représentent une terre, en partie irriguée et irrigable par le canal de Provence, au repos depuis 2009. Une étude a-t-elle été réalisée sur la qualité de ces terres et leur potentiel en agriculture biologique, pour laquelle une forte demande existe ? Des dispositifs ont été mis en place par la CPA pour aider à l'installation de jeunes agriculteurs, la commune n'a jamais souhaité en bénéficier jusqu'à présent. Il y a pourtant de réelles opportunités sur la zone de la Treille pour des cultures traditionnelles ou des jardins familiaux. Le lycée agricole d'Aix-Valabre recherche des terrains pour environ la moitié de ses stagiaires !

Je note aussi qu'il y a sur la zone concernée plusieurs espèces protégées. L'étude d'impact attribue au site de la Treille un enjeu écologique fort. Parmi les espèces protégées inventoriées : 7 espèces sont menacées de disparition totale pendant la phase d'aménagement, 5 espèces subiront de graves perturbations pendant la dite phase.

-Concernant le projet lui-même :

Le projet d'aménagement reste très succinct .

Les aménagements des accès à la zone ne sont pas détaillés. La D6 est déjà extrêmement parcourue, avec des embouteillages aux heures de pointe.

Aucune étude d'impact des futurs flux de circulation n'est présente dans le dossier; or 116 logements ne plus, 14 immeubles de bureaux, l'EPAHD ... (52.200 m2 de plancher en tout) généreront des allées venues doublant ou triplant les flux actuels

Quels sont les promoteurs retenus pour ce projet ? Sur quels critères ?

Un recours à des constructions immobilières avec une bonne isolation thermique et ayant recours à l'utilisation des énergies renouvelables (panneaux solaires...) a-t-elle été inscrite au cahier des charges ?

L'urbanisation très dense, telle qu'elle est prévue est une menace pour la préservation des paysages ou des éco-systèmes

L'étude d'impact attribue au site de la Treille « un enjeu écologique fort :

Elle signale signale :

- La présence avérée d'un groupe et de 2 espèces de chiroptères. Les chiroptères sont intégralement protégées par l'article L 411-1 du Code de l'Environnement qui s'applique aussi aux aires de reproduction, repos et chasse.

- La présence avérée de 2 espèces d'insectes strictement protégées par la Convention de Berne : • x le damier de la succise (papillon)-fr .

x le grand capricorne

La présence avérée de 2 espèces d'oiseaux protégées : • x le milan royal • x le tarier pâle • les 2 à très fort enjeu de conservation, bénéficiant d'une protection nationale dans l'annexe

I de la directive « oiseaux » qui stipule que leurs habitats doivent être classés en ZPS (Zone de Protection Spéciale)

- 15 autres espèces sont répertoriées comme très vulnérables et à enjeu de conservation fort.

Il est donc manifeste que les 65 bâtiments prévus par le Permis d'aménager (ainsi que les dessertes et parkings) provoqueront la destruction des habitats d'espèces protégées , la disparition de la trame verte et des corridors écologiques du secteur.

Une mission d'information de l'Assemblée nationale travaille depuis le 8 février dernier sur le foncier agricole, avec l'objectif de voir comment le protéger et le partager. L'un des rapporteurs, Anne-Laurence Petel est la députée de cette circonscription. Cette commission compte mener ses travaux jusqu'en juillet avant de rendre son rapport en octobre. Il est donc naturel que dans l'intervalle de temps, il n'y ait pas au niveau de notre département des procédures qui vont dans le sens contraire en s'attaquant au foncier agricole. Or le permis d'aménager de la Treille constitue une évidente menace pour les 15ha de terres agricoles. Pour l'agriculture locale, ce projet c'est ni plus ni moins qu'un permis de détruire.

Alain Goléa
Conseiller Municipal
34, chemin des Hélianthès
13390 Auriol